

Auch, le 16 mai 2018



Syndicat National de l'Éducation
Physique de l'Enseignement Public
Fédération Syndicale Unitaire

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRATIQUE PHYSIQUE ET SPORTIVE entre les discours volontaristes et la réalité du terrain.

Le gouvernement s'est saisi de l'obtention par la ville de Paris des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024 pour rappeler l'importance du sport et ses apports dans une société où la jeunesse se sédentarise de plus en plus. Les rapports se succèdent et pointent tous les effets néfastes sur la santé de notre jeunesse dû à une baisse de la pratique d'activité physique et sportive. Il faut aussi noter l'apport de l'EPS dans la socialisation et le bien vivre ensemble.

Le gouvernement en a fait un axe de sa politique interministérielle et se veut volontariste en matière de développement de la pratique sportive voulant faire de la France une « nation de sportifs ».

Mais au-delà des mots la réalité est toute autre !

Pour faire une « nation de sportifs », l'Etat pouvait s'appuyer sur l'Éducation Physique et Sportive (EPS), discipline obligatoire de la maternelle à la fin de l'enseignement secondaire, discipline favorisant les apprentissages moteurs et cherchant à développer les capacités physiques de l'ensemble de la jeunesse de notre pays.

Il aurait pu s'appuyer sur le service public et développer l'EPS et le sport scolaire (UNSS) et ainsi œuvrer à la démocratisation de la pratique physique et sportive.

Au lieu de cela, le gouvernement fait le choix de fragiliser cette matière d'enseignement :

- Aucun savoir spécifique à l'EPS n'est évalué au Diplôme National du Brevet (DNB),
- La réforme du baccalauréat va à terme supprimer les 5 heures d'EPS d'enseignement d'exploration en classe de seconde et les 4 heures d'EPS d'enseignement de complément en classe de première et terminale,
- Les sections sportives des collèges et lycées ont vu leurs moyens baissés de plus de moitié
- Suppression de 170 postes au concours de recrutement des professeurs d'EPS en 2018, soit 21% de recrutement en moins,
- Dans notre académie, plus de 50 emplois précaires en EPS pour palier au manque de titulaires remplaçants dans cette discipline,
- Dans le Gers, comme ailleurs, le remplacement de professeurs d'EPS malades ou blessés est de plus en plus difficile par manque de personnels.
- Les moyens donnés au mouvement sportif sont eux aussi en baisse

Mais l'attaque sourde et muette que subit l'EPS est symptomatique du sort qui est réservé à l'école en général, ainsi les établissements du secondaire (collèges, lycées) du Gers comme ailleurs, voient leurs moyens diminuer de façon notable. Les effectifs de classe dépasseront les 30 élèves dans certains collèges, les possibilités de dédoublement se réduisent

Le gouvernement souhaite une « nation de sportifs » : CHICHE !

- Recrutons davantage de professeurs qualifiés,
- Construisons de nouvelles installations sportives et rénovons les anciennes
- Revalorisons et affirmons la place de l'enseignement de l'EPS à l'école, au collège et au lycée et développons la pratique physique et sportive à l'université
- Augmentons les budgets pour le développement de la vie associative sportive

Sans l'EPS, sans l'UNSS, grand nombre des élèves issus des couches les plus défavorisées et les filles n'auraient aucune pratique physique et sportive.

Nous craignons que l'état soit atteint de championnite et se gargarise de mots pour mieux renoncer à une ambition sportive pour toutes et tous. Il tournerait alors le dos aux besoins de la population et particulièrement de la jeunesse pour se satisfaire d'une image qu'offrirait l'organisation des jeux olympiques.

C'est en tout cas le sens des mesures qu'il prend aujourd'hui.

Agir, c'est construire l'avenir !